

ASSEMBLÉE NATIONALE

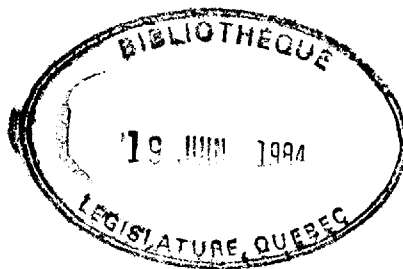
QUATRIÈME SESSION

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 59
(RÉIMPRESSION)

Loi modifiant la Loi sur les heures d'affaires des établissements commerciaux

Présentation



Présenté par
M. Rodrigue Biron
Ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme

Éditeur officiel du Québec
1984

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi modifie la Loi sur les heures d'affaires des établissements commerciaux afin notamment d'inclure le dimanche, jusqu'à présent couvert par la loi fédérale de 1907, dans la liste des jours où il est interdit d'être admis dans un établissement commercial.

Ce projet de loi a de plus pour objet d'ajouter une demi-heure aux heures d'ouverture les jeudi et vendredi, et de prolonger les heures d'ouverture jusqu'à 21 h 30 pendant les quatorze jours précédant le 24 décembre.

Il vise également à augmenter les catégories d'établissements commerciaux exclus de l'application de la loi.

Ce projet de loi permet de plus au ministre d'autoriser des exemptions à l'application de la loi pour des régions touristiques ou près des limites territoriales du Québec, ou pour des festivals, des foires, des salons ou des expositions. Il permet également au ministre d'accorder un délai à un établissement commercial afin de se conformer à la loi.

Ce projet de loi prévoit enfin une augmentation du montant des amendes payables suite aux infractions à la loi.

Projet de loi 59

(RÉIMPRESSION)

Loi modifiant la Loi sur les heures d'affaires des établissements commerciaux

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 1 de la Loi sur les heures d'affaires des établissements commerciaux (L.R.Q., chapitre H-2) est remplacé par le suivant:

« **1.** Dans la présente loi, les mots et expressions suivants signifient:

1° « **client** »: toute personne, à l'exclusion des employés, préposés ou mandataires du propriétaire de l'établissement commercial, présente dans cet établissement ou sur les lieux de celui-ci de façon à ce qu'il lui soit possible d'acheter des produits;

2° « **établissement commercial** »: tout établissement ou autre endroit où des produits sont vendus ou offerts en vente au détail au Québec. ».

2. L'article 2 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **2.** Aucun client ne peut être admis dans un établissement commercial les jours ou parties de jour suivants:

1° le dimanche;

2° le 1^{er} janvier;

3° le 2 janvier;

4° le lendemain du jour de Pâques;

5° le 24 juin, jour de la fête nationale, ou le 25 juin si le 24 tombe un dimanche;

- 6° le 1^{er} juillet;
- 7° le 1^{er} lundi de septembre;
- 8° le 25 décembre;
- 9° le 26 décembre, avant 13 h;
- 10° tout autre jour déterminé par décret du gouvernement. ».

3. L'article 3 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **3.** Aucun client ne peut être admis dans un établissement commercial :

- 1° avant 08 h 30, du lundi au samedi;
- 2° après 18 h 00, les lundi, mardi et mercredi;
- 3° après 21 h 30, les jeudi et vendredi;
- 4° après 17 h 00, le samedi.

Sous réserve de l'interdiction relative au dimanche, aucun client ne peut être admis dans un établissement commercial après :

- 1° 21 h 30, durant les 14 jours précédant le 24 décembre;
- 2° 17 h 00, les 24 et 31 décembre. ».

4. L'article 5 de cette loi est remplacé par les suivants :

« **5.** La présente loi ne s'applique pas à un établissement commercial dont l'activité exclusive est la vente :

- 1° de journaux, de périodiques ou de livres;
- 2° de tabac ou d'objets requis pour l'usage du tabac;
- 3° de journaux, de périodiques, de livres, de tabac ou d'objets requis pour l'usage du tabac;
- 4° de repas ou de denrées pour consommation sur place;
- 5° de pâtisseries ou de confiseries;
- 6° de denrées alimentaires si, à chaque jour d'ouverture, il n'y a jamais plus de trois personnes en même temps dans l'établissement pour en assurer le fonctionnement;
- 7° de produits pharmaceutiques, hygiéniques ou sanitaires;

- 8° de boissons alcooliques;
- 9° d'essence, d'huile à moteur ou d'huile à chauffage;
- 10° de véhicules routiers, de remorques ou d'embarcations;
- 11° de machinerie agricole;
- 12° de fleurs ou de produits d'horticulture;
- 13° de fournitures scolaires si elles sont vendues par des coopératives en milieu scolaire;
- 14° d'articles d'artisanat, s'ils sont créés par un artisan québécois et vendus par cet artisan ou par le ou les représentants d'un regroupement ou association dont cet artisan est membre;
- 15° d'oeuvres d'art, si elles sont créées par un artiste québécois et vendues par cet artiste ou par le ou les représentants d'un regroupement ou association dont cet artiste est membre;
- 16° d'antiquités ou de marchandises usagées;
- 17° de piscines ou d'accessoires nécessaires à leur fonctionnement;
- 18° de monuments funéraires;
- 19° de tout autre produit déterminé par règlement du gouvernement.

Aux fins du présent article, une partie distincte et cloisonnée d'un établissement commercial est réputée être un établissement commercial.

«**5.1** La présente loi ne s'applique pas à un établissement commercial dont l'activité principale est la vente de produits visés aux paragraphes 1°, 2°, 3°, 5°, 7° et 8° de l'article 5 et qui vend en outre des denrées alimentaires, pourvu qu'à chaque jour d'ouverture il n'y ait jamais plus de trois personnes en même temps pour assurer le fonctionnement de cet établissement commercial ou de la partie distincte et cloisonnée de cet établissement où s'effectue la vente des denrées alimentaires.

Elle ne s'applique pas non plus aux établissements commerciaux dont l'activité principale est la vente de produits visés aux paragraphes 1° à 7° et 12° de l'article 5, pourvu qu'il ne s'y vende en outre que des menus articles. Aux fins du présent alinéa, une partie distincte et cloisonnée d'un établissement commercial est réputée être un établissement commercial.

«**5.2** Un établissement commercial, opérant avec plus de trois personnes, qui vend des produits visés au paragraphe 7° de l'article

5 ainsi que des denrées alimentaires et des menus articles, à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, n'est pas tenu de restreindre son personnel à trois personnes ou de cloisonner la partie où s'effectue la vente des denrées alimentaires, à la condition qu'il obtienne une autorisation du ministre et que l'espace total réservé à la vente des denrées alimentaires de cet établissement commercial ne soit pas augmenté.

Une demande d'autorisation à cet effet doit être faite au ministre avant le 1^{er} septembre 1984.

L'autorisation du ministre est publiée à la *Gazette officielle du Québec*.

«**5.3** Le ministre peut autoriser des établissements commerciaux à exercer leurs activités pendant des périodes où ces activités sont interdites par la présente loi lorsque ces établissements sont situés dans une région touristique ou près des limites territoriales du Québec ou lorsque se produit un événement spécial tel un festival, une foire, un salon ou une exposition.

L'autorisation du ministre est publiée à la *Gazette officielle du Québec*. ».

5. Les articles 7, 8 et 9 de cette loi sont remplacés par les suivants:

«**7.** Un projet de règlement du gouvernement est publié à la *Gazette officielle du Québec* avec un avis indiquant qu'il pourra être adopté, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de cette publication.

«**7.1** Un règlement du gouvernement adopté en vertu de la présente loi entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

«**8.** Toute personne autorisée par le ministre à faire enquête sur le respect de la présente loi peut pénétrer dans tout établissement commercial pendant qu'il est ouvert au public.

Cette personne peut exiger tout renseignement ou tout document relatif à son enquête.

Elle doit, sur demande, exhiber un certificat attestant sa qualité et signé par le ministre.

«**9.** Nul ne peut admettre un client dans un établissement commercial ni y tolérer sa présence contrairement aux dispositions de la présente loi.

«**9.1** Nul ne peut annoncer l'ouverture d'un établissement commercial à une heure ou un jour où l'ouverture est interdite par la présente loi.

«**9.2** Nul ne peut entraver l'action d'une personne autorisée par le ministre à faire enquête sur le respect de la présente loi, la tromper par réticence ou par fausse déclaration, refuser de lui fournir un renseignement ou un document ou cacher ou détruire un renseignement ou un document se rapportant à une enquête.

«**9.3** Quiconque contrevient aux articles 9, 9.1 ou 9.2, commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en outre du paiement des frais, d'une amende de 200 \$ à 5 000 \$ et, en cas de récidive dans les deux ans de la condamnation pour une même infraction, d'une amende de 400 \$ à 10 000 \$.

Dans la détermination du montant de l'amende, le tribunal doit tenir compte notamment des bénéfices que le contrevenant a retirés de l'infraction.

«**9.4** Lorsqu'une infraction à la présente loi est commise et que le propriétaire de l'établissement commercial n'est pas le propriétaire de l'immeuble où est situé l'établissement commercial, le propriétaire de cet immeuble qui a ordonné, autorisé ou conseillé la commission de cette infraction ou qui y a consenti ou en a été informé au préalable est partie à l'infraction et est passible de la peine prévue pour cette infraction. ».

6. Le ministre peut, aux conditions qu'il détermine, accorder à un établissement commercial un délai pour se conformer aux dispositions de la présente loi. En aucun cas, ce délai ne peut excéder le 31 décembre 1986.

L'autorisation du ministre est publiée à la *Gazette officielle du Québec*.

7. Le présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

8. La présente loi entre en vigueur le (*insérer ici la date correspondant au trentième jour qui suit celui de la sanction de la présente loi*).